



European Economic
and Social Committee

STATEMENT by the President

16/04/2020

Déclaration de Luca Jahier, président du CESE

L'UE doit renaître des cendres de la crise du coronavirus — #Coronacrisis

**Nous soutenons vigoureusement la Commission européenne et le
Parlement européen: le Conseil ne peut déboucher sur un échec!**

Anticipant le vote qui doit avoir lieu aujourd'hui au Parlement européen sur une résolution énergique, destinée à donner le ton à la réunion des chefs d'État et de gouvernement de la semaine prochaine, et me plaçant dans la perspective du train de mesures substantiel que l'Eurogroupe a proposé la semaine dernière, ce 9 avril, pour soutenir l'économie européenne, j'ai la conviction que **maintenant plus que jamais, l'UE, telle le phénix, a l'occasion et même l'obligation de renaître de ses cendres.**

Nous disposons à présent d'un accord sur un solide filet de sécurité européen, d'un montant excédant 500 milliards d'euros, qui vient s'ajouter aux décisions sans précédent déjà prises en mars, pour tenter de relever le plus grand défi auquel l'Europe, ses États membres et ses citoyens aient été confrontés depuis la Seconde guerre mondiale.

L'UE a déjà élevé de puissantes digues pour protéger les travailleurs, les entreprises et les pouvoirs publics européens et faire face aux multiples situations d'urgence créées par la crise de la pandémie. Elle a modifié sa réglementation économique, activé la clause dérogatoire générale au pacte de stabilité et de croissance, étendu l'assouplissement des règles sur les aides d'État, procédé, grâce à la BCE, à la plus volumineuse injection de liquidités de son histoire, qui atteint d'ores et déjà 870 milliards d'euros, et enclenché nombre d'autres initiatives en s'appuyant sur ses budgets actuels. Enfin, et ce point n'est pas le moindre, l'Eurogroupe a proposé un nouvel ensemble d'initiatives, dont le mécanisme SURE, pour appuyer les régimes nationaux d'assurance-chômage, ainsi qu'un nouveau dispositif de prêts de la BEI et la possibilité de mobiliser les lignes de crédit de précaution du mécanisme européen de stabilité pour couvrir, sans aucune autre conditionnalité, des dépenses exceptionnelles de soins de santé d'États membres de la zone euro, tout en autorisant par ailleurs le

recours au mécanisme de soutien à la balance des paiements afin de venir en aide aux pays de l'UE qui n'ont pas adopté l'euro.

En **moins de quatre semaines, l'UE en a fait davantage que durant les quatre années** qui ont suivi la crise de 2008, si l'on considère qu'elle a déjà arrêté des interventions pour un montant estimé de plus de 3000 milliards d'euros.

La **toute première priorité doit consister à présent à lancer des actions pour assurer une mise en œuvre rapide** et garantir que cette assistance parvienne immédiatement aux intervenants qui en ont besoin, c'est-à-dire les différents secteurs de la santé, les citoyens en situation de nécessité, les travailleurs, les entreprises, les PME et les indépendants, car tel n'est pas encore le cas, loin s'en faut.

Néanmoins, je tiens à affirmer sans ambages que les chefs d'État et de gouvernement ont encore des décisions historiques et cruciales à prendre: **il ne s'agit pas seulement de sauver l'Europe mais bel et bien de la relancer!**

Dans ses conjectures les plus récentes, où il se montre d'une grande prudence, **le FMI estime que la récession de 2020** se traduira dans l'UE par une chute du PIB de 7,5 %: la baisse atteindra 7 % pour l'Allemagne, 7,2 % pour la France, 9,1 % pour l'Italie, soit la pire performance depuis la Grande dépression de 1929.

Le **Fonds de relance que l'Eurogroupe évoque** dans ses conclusions doit déboucher sur des décisions concrètes, et non se résumer à un vain exercice de pensée incantatoire. Les Européens doivent percevoir de nouveaux résultats tangibles et c'est rapidement qu'ils ont besoin de les constater.

J'ai bien conscience que sur cette question spécifique, il reste à abattre un important volume de travail politique et technique, notamment pour ce qui est d'utiliser d'éventuels instruments financiers novateurs, comme les obligations de relance bénéficiant d'une garantie commune, en respectant les traités et le concept de la solidarité au sein de l'UE.

Le dernier kilomètre est souvent le plus difficile, mais nous nous devons de le franchir si nous voulons veiller à ce que l'Europe devienne plus résiliente et durable, en s'employant à combattre les inégalités et à protéger les plus vulnérables d'entre nous, les travailleurs et les entreprises, à promouvoir la biodiversité et la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et placée sous le signe de la circularité, à protéger le marché unique et à lancer une nouvelle stratégie numérique... **mais, aussi et surtout, à préparer le terrain pour réaliser une Union européenne de la santé en bonne et due forme.**

L'UE ne peut réagir de manière adéquate que si elle dispose des moyens pour ce faire.

C'est pourquoi nous demandons instamment à la Commission de présenter **la nouvelle proposition pour un cadre financier pluriannuel (CFP) doté d'un montant accru**. Dans sa version révisée, ce cadre pluriannuel devrait mieux cibler la relance économique de l'Europe d'après-crise et la réalisation des objectifs du pacte vert européen, en se concentrant sur cinq grandes priorités: la santé, les travailleurs, les entreprises, la cohésion et l'action extérieure.

Il devrait également comporter un dispositif amélioré de **ressources propres de l'UE**, qui puisse être mobilisé avec davantage de souplesse, notamment pour construire progressivement un véritable outil de stabilisation macroéconomique, qui muscle la capacité de résistance de l'UE, et de la zone euro en particulier, face aux chocs économiques de l'avenir.

Je propose qu'une nouvelle mouture du cadre financier pluriannuel augmente d'au moins 25 %, par rapport à la proposition initiale, les montants alloués, lesquels devraient être fondés principalement sur des mécanismes de ressources propres.

J'appelle en outre à lancer immédiatement un nouveau et puissant programme de Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFIS), qui devrait mobiliser au moins 1000 milliards d'euros sur les deux prochaines années, pour les besoins des investissements requis dans les priorités stratégiques de l'UE.

Enfin, **j'escompte que les États membres s'accorderont rapidement sur le nouveau cadre financier pluriannuel**, de façon à ce que les programmes de dépenses puissent être engagés sans retard et qu'ainsi, ce budget de l'UE puisse être utilisé comme **garantie pour l'émission d'obligations de relance, pour les montants qui seront nécessaires**, tout en n'impliquant pas de mutualisation de la dette existante, et en étant axé par ailleurs sur les investissements futurs dans des priorités fixées d'un commun accord.

Ce dernier kilomètre est plus que jamais nécessaire, à présent que nous avons pu tirer de la pandémie de COVID-19 cette leçon, aussi évidente qu'importante: pour nous protéger nous-mêmes, nous devons nous protéger les uns les autres.

Nous voulons pouvoir dire, le 23 avril prochain, que l'UE a été à la hauteur de ce défi et **qu'elle a usé de tous ses moyens, #WhateverItTakes, pour sauver ses citoyens, relancer son économie et présenter le visage d'une nouvelle Union, renforcée dans sa résilience et sa cohérence. Nous vivons alors notre rEUnaissance!**

Press contact

Daniela Vincenti

EESC President Spokesperson

Phone +32 2 546 82 62

Mobile +32 470 89 22 66

[email](#)